I. Que fait l'entreprise?

1. Les fonctions économiques de l'entreprise :

L'activité d'une entreprise peut être décomposée en trois phases distinctes

- 1. La création de richesses : l'activité productive, c'est-à-dire la création de biens ou services, la production de valeur ajoutée.
- 2. La répartition de ces richesses (distribution de revenus) à travers le partage de la valeur ajoutée
- 3. L'innovation : l'investissement, la recherche, la création de valeur.

2. Produire des biens et services :

La production de l'entreprise détermine la clientèle visée et l'organisation correspondante à mettre en œuvre

- Biens de consommation
- Biens d'équipement
- Services

3. Le marché:

- C'est le « lieu » ou l'entreprise vient vendre sa production et retirer les informations pour orienter son activité.
- C'est le « juge de paix » de la réussite de l'entreprise : ses produits ou services sont vendus ou non, lui permettent de gagner de l'argent ou pas,

II. <u>La diversité des entreprises : de la TPE à l'entreprise mondiale.</u>

1. Les trois secteurs:

- 1. **Primaire**: qui vient de la terre (35% entreprises/8% actifs): agriculture, pêche, mines,
- 2. Secondaire: la transformation (35% entreprises/35% actifs): l'industrie.
- **3.** *Tertiaire*: la prestation de services (30% des entreprises /57% actifs): le commerce et les services

2. Plusieurs classifications (INSEE)

a. **Les Artisans & commerçants indépendants:** 2 800 000 (médecins, architectes, plombiers, commerces divers...)

b. Les autoentrepreneurs :

- 1 075 000 autoentrepreneurs à juin 2015
- 223 000 créations en 2016 (idem 2015)
- c. Les entreprises : 3 400 000 (2015)
 - Les TPE (-de 10, de 2M€): 2 650 000 # 3 000 000
 - **Les PME** (10 à 249 sal : 138 000
 - Les ETI (250 à 4999 sal) : 5000 (dont 1400 étrangères)
 - Les GE (+ 5000 sal): 234 (dont 70 étrangers) = 30% des salariés du privé

d. Créations d'entreprises 2015 : 525 000 entreprises

• Nombre de jeunes entreprises disparaissent rapidement : le cap des 3 ans et des 5 ans

• Des entreprises disparaissent « silencieusement » : cessations d'activités, fusions, et (c'est une minorité : environ 50 000/an) liquidation

3. Le classement par activités :

Services: 2 700 000Construction: 475 000Industries: 244 000

• Commerces: 1060 000 (une grosse partie des services)

4. Formes juridiques

a. Les formes d'entreprise

- L'entreprise individuelle : 1 778 201 dont 410 929 commerçants
- L'Eurl
- La SARL: 1 412 933 entreprises
- La SA: 44 174 entreprises
- La SAS et les autres formules
- Le Capital social et les actions : la possibilité de fragmenter et mettre en vente les droits de propriétés de l'entreprise. La bourse

b. Les sociétés à responsabilité:

- La responsabilité limitée : un concept clé
- illimitée : GIE, SNC, SCI
- limitée : SA, SARL, EURL, Sté Commandite par Actions, SAS, SEL

5. Les autres types d'entreprises :

- a. <u>L'économie sociale et solidaire</u> : 229 000 entreprises = 2 370 000 salariés
 - **Les mutuelles** : 6964 mutuelles = 126 000 sal
 - o Des banques
 - o Les mutuelles de la Santé : 719 mutuelles
 - Les coopératives : 25 871 = 306 000
 - Agricoles: 2600 entreprises coopératives et 11545 CUMA (Coopératives d'utilisation du matériel agricole) qui emploient 165 000 salariés
 Ces coopératives comprennent :
 - 15 GE
 - 146 ETI
 - 90% PME-TPE
 - o Des entreprises de service : Leclerc, des banques et des assurances, etc...
 - o Scoop & SCIC : 2991 scoop = 54000 sal
 - **Les fondations** : 1267 = 68 000 personnes
 - Les associations :
 - o La France compte 1 300 000 associations.
 - 188 000 associations comptent des salariés. Elles emploient 1 800 000 salariés et représentent un CA de85 Mds €
 - o Les associations fonctionnent grâce aux bénévoles : 16 000 000 de bénévoles

b. <u>Les entreprises publiques</u>:

- Les grandes entreprises publiques : 89 GE (sur 234 GE = 38% des grands groupes français sont contrôlés par l'état)
 - o Ces 89 groupes contrôlent 1625 entreprises employant 791 000 salariés
- Les EPIC et Régies (par exemple : INA, RATP, régies locales de transports) : Ces établissements publics industriels et commerciaux sont contrôlés par l'état central.
- Les EPL (établissements publics locaux): 997 SEM (sociétés d'économie mixte) +217 SPL (sociétés publiques locales) qui sont gérées pour et par des collectivités locales et les 102 SPLA (Société publiques locales d'aménagement) gérées par les régions
- Les salariés de ces entreprise n'ont pas nécessairement le statut de fonctionnaires ou assimilés